



Cycle 2014
Après Colbert, les territoires

Séminaire 5

L'État post-colbertiste

Coordination scientifique
Patrick Le Galès

jeudi 15 mai – SMABTP
vendredi 16 mai – FNTF



Jeudi 15 mai
SMABTP, 114 avenue Émile Zola, Paris 15^{ème}
Métro Émile Zola – Charles Michels – Commerce

Depuis Tocqueville, et Ernest Lavisse, il est de sens commun d'affirmer que c'est l'État qui a fait la France, et de souligner la grande continuité politique par-delà les régimes successifs et l'attachement particulier à la puissance étatique dont témoignerait la culture politique française. S'il est vrai que l'État occupe une place très importante dans la société française, celle-ci n'en n'a pas le monopole. La formation de l'État à la française — colbertiste pour reprendre le thème du cycle 2014 de l'IHEDATE— n'est qu'une des figures de la forme étatique qui triomphe du XIX^{ème} siècle au XX^{ème} siècle en Europe puis dans le monde. Figure spécifique mais inscrite dans un long processus d'uniformisation des modes d'exercice du pouvoir politique sur les sociétés. Cette figure, malgré la puissance qu'elle a atteinte dans la dernière moitié du XX^{ème} siècle est entrée dans une nouvelle phase de transformation. Autour de nous, les États nations semblent se défaire, en butte à des courants sécessionnistes de la Catalogne à l'Écosse en passant par la Lombardie et la Flandre. Les dispositifs les plus solides, comme le fédéralisme allemand, sont critiqués de l'intérieur au nom des libertés territoriales. Partout, les États ne cessent de se réformer ; partout, les complexes architectures territoriales infra nationales sont en chantier permanent. Dans le même temps, certains courants politiques, de droite et de gauche, en appellent à un retour de l'État protecteur de la nation contre l'Europe libérale et la mondialisation sans frontière. Nous parlons encore de l'État, mais de quoi parlons-nous ?

Accueil

9:00 – 9:30

Patrick Le Galès

9:30 – 12:30

L'État, quel numéro de téléphone ?

L'État a mis trois cents ans à s'imposer comme forme dominante de l'exercice du pouvoir politique, en Europe d'abord, dans le monde ensuite. C'est son efficacité, dans la guerre d'abord, dans la production des conditions de la croissance et du bien-être ensuite qui lui a donné cette suprématie. Cette hégémonie est-elle aujourd'hui contestée ? La mondialisation, les mobilités des hommes, des marchandises et des capitaux, les nouveaux aléas géopolitiques et environnementaux rendent-ils cette forme politique obsolète ? Quelles sont les formes politiques nouvelles qui émergent ? Peut-on parler d'une Europe post-étatique ?

Déjeuner au restaurant « Le café du Commerce »

51, rue du Commerce, Paris 15^{ème}

12:45 – 13:45

Emmanuel Négrier

14:00 – 15:15

Les Catalans contre l'État ?

« *Nous sommes venus au nom d'un peuple, le peuple catalan, qui veut et a toujours voulu se gouverner lui-même* », a lancé, Jordi Turull, le représentant de la coalition nationaliste CiU, lors du débat aux Cortes sur le référendum sur l'indépendance de la Catalogne. Ce référendum a été rejeté massivement par les députés espagnols. Mais la volonté indépendantiste demeure forte. Quels en sont les ressorts, les soutiens, les arguments ? Et comment s'inscrit-elle dans un mouvement européen plus large, dont l'Écosse paraît constituer la prochaine étape ?

Pause

Patrick Le Lidec

15:45 – 17:00

La décentralisation, chantier permanent ?

Partout ailleurs en Europe, les mots de centralisation et de décentralisation revêtent un sens bien précis, même si conflictuel. En France, les définitions sont floues et nous ne sommes sans doute pas d'accord sur leur sens. La « centralisation » repose en France sur une étroite intrication entre le central et le local. La « décentralisation » a sans doute contribué à accroître cet enchevêtrement. Nous vivons d'ailleurs, depuis plus de trente ans, une forme de chantier permanent, comme s'il était devenu impossible d'atteindre un état sinon optimal, du moins stable. Qu'est-ce que les récentes réformes nous enseignent sur la « décentralisation » à la française ? Sommes-nous d'ailleurs prêts à assumer les conséquences d'une décentralisation véritable ?

17:00 – 18:00

Présentation des trois ateliers des 3 et 4 juillet
Limousin-Luxembourg-Marseille

Vendredi 16 mai
Auditorium André Borie, FNTP, 3 rue de Berri, Paris 8^{ème}
Métro Georges V

Philippe Bezès
9:00 – 10:30

Les réformes de l'État et le gouvernement par la performance

Les États sont-ils entrés en turbulence récemment, après un âge d'or de stabilité et de longue durée ? Il y a pourtant longtemps que la réforme de l'État est devenue une activité à part entière, dont on peut tracer les genèses et les développements. Parmi les nombreux contenus de réforme, le gouvernement par la performance fait figure de matrice centrale dans de nombreux États. Quels en sont les enjeux et les effets ? Comment s'inscrit-il dans les transformations politiques, managériales et budgétaires des administrations publiques ?

Pause

Charlotte Halpern
11:00 – 12:30

État et contestations : nouveaux conflits et nouvelles formes de l'action publique

L'État bâtisseur et producteur d'infrastructures semble attaqué de tous côtés : contestations au nom de la protection de la nature, au nom de la qualité des paysages, au nom de la légalité et de l'utilité même des grands projets. Il semble pratiquement impossible de réaliser une infrastructure nouvelle dans ce pays. Pourtant, les projets et les chantiers existent. Comment l'État, à travers ses mécanismes traditionnels réagit-il à ces conflits qui ont pris une dimension territoriale spécifique ? Quels sont les nouvelles formes de négociation et de compromis, voire de conception même des projets qui rendent néanmoins l'action possible ?

Déjeuner au restaurant Zen Garden
15, rue Marbeuf, Paris 8^{ème}
12:45 – 14:00

14:15 – 16:30

Discussion générale

Manuel de survie par temps de post-colbertisme.

* . * . *

Coordonnateur et intervenants



Patrick Le Galès est politiste et sociologue, directeur de recherche CNRS au Centre d'études européennes de Sciences Po et professeur à Sciences Po, Fellow of British Academy.

Ses recherches portent sur les questions de gouvernance, d'action publique et de restructuration de l'État en Europe, sur la formation d'une société de marché (notamment en Grande-Bretagne) et sur les transformations des villes européennes et des grandes villes mondiales.

Il a été le premier directeur scientifique de l'IHEDATE. Il est membre de son conseil scientifique. Parmi ses publications récentes : *The New Labour Experiment*, Stanford University Press (avec Florence Faucher-King), *Le retour des villes européennes* (Presses de Sciences Po), *L'instrumentation de l'action publique* (Presses de Sciences Po).



Emmanuel Négrier, docteur en science politique, est chercheur au CNRS-CEPEL (Centre d'études politiques de l'Europe latine) à Montpellier. Auteur de nombreux ouvrages, il a dirigé avec Lluís Bonet *La fin des cultures nationales ? : les politiques culturelles à l'épreuve de la diversité* (La Découverte, mars 2008) et co-dirigé avec Julien Préau et Philippe Teillet *Intercommunalités : le temps de la culture* (Éditions de l'Observatoire des Politiques Culturelles, 2008) ; plus récemment, il a dirigé un numéro spécial de la revue *Pôle Sud* consacré à la nouvelle critique urbaine (2010) et publié *Les musiques du monde et leur public*, (Le Mot et le Reste, 2014).



Patrick Le Lidec est chargé de recherche CNRS au Centre d'études européennes de Sciences-Po. Ses principaux thèmes de recherche sont la sociologie de l'action publique, la sociologie politique, l'administration publique. Il enseigne à Sciences Po (Master STU) et à l'École des ponts.

Il a publié de nombreuses contributions sur la décentralisation et le fédéralisme, la réforme des structures territoriales, les transformations de la gouvernance locale en France, les recompositions de l'État et des systèmes d'administration publique.



Philippe Bezès est docteur en science politique de Sciences Po Paris et diplômé de l'École supérieure de commerce de Paris (ESCP-EAP). Chargé de recherche CNRS au CERSA, ses principaux thèmes de recherche sont la sociologie de l'administration et des réformes administratives, les politiques de réforme de l'État, les transformations des systèmes administratifs, les théories de la bureaucratie et l'analyse des politiques publiques. Dernier ouvrage paru : *Gouverner (par) les finances publiques*, avec Alexandre Siné, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.



Charlotte Halpern est chercheuse au Centre d'études européennes de Sciences Po Paris. Ses travaux portent sur les transformations de l'action publique dans les États européens (Royaume-Uni, France, Allemagne et Union européenne), et plus particulièrement sur les politiques environnementales, les politiques d'infrastructures et la gestion des services publics urbains. Chercheuse associée à la Chaire ville de Sciences Po, elle a contribué au Programme Villes et Territoires de Science-Po dont elle co-édite la série des Cahiers de recherche. Parmi ses publications récentes : *L'instrumentation de l'action publique* (Presses de Sciences Po, 2014) ; *Grenelle de l'environnement : acteurs, discours, effets* (Armand Colin, 2012).

Renseignements : Philippe Estèbe – Anne Oheix

IHEDATE, Maison des Ponts 15, rue de la Fontaine-au-Roi, 75127 Paris Cedex 11– 01 44 58 24 43/24 62
secretariat@ihedate.org / www.ihedate.org